

“Système de télécommunication mettant en œuvre une résolution de noms de domaine sécurisée”

La présente invention concerne un système de télécommunication incluant une base de données destinée à être reliée à au moins un terminal au moyen d'un réseau de communication, laquelle base de données incluant des données associées à au moins
5 un nom de domaine.

De telles bases de données sont couramment utilisées dans des systèmes de télécommunication mettant en œuvre un ou plusieurs réseaux maillés publics, systèmes dans lesquels un terminal connaissant un nom de domaine d'un interlocuteur
10 donné interrogera une base de données au moyen de ce nom de domaine pour en obtenir une adresse de protocole courante qui peut être amenée à varier dans le temps, par exemple une adresse IP si un réseau Internet est mis en œuvre. A cet effet, la base de données tient à jour une table de correspondance entre divers noms de domaines et des adresses de protocole associées à ces noms de domaine. Un tel service de
15 fourniture d'adresses de protocole courantes associées à des noms de domaine connus de terminaux appelants est connu de l'homme du métier sous l'abréviation DNS de

l'expression anglaise "Domain Name Service", la base de données étant en principe hébergée au sein d'un serveur couramment appelé serveur DNS et réalisant, en mettant en correspondance un nom de domaine et une adresse de protocole associée à ce nom de domaine, une opération appelée résolution.

5 Dans certaines applications, des données confidentielles pourront être associées à un nom de domaine figurant dans la base de données hébergée dans le serveur DNS. De telles données confidentielles pourront simplement être constituées par des adresses de protocole particulières qui doivent être tenues secrètes et ne pourront être communiquées qu'à une population restreinte préalablement définie. Les données
10 confidentielles pourront également être constituées par des informations de profil propres au détenteur d'un site identifié par le nom de domaine considéré, ou par des informations techniques propre au site lui-même.

Or, dans l'état actuel de la technique, le serveur DNS, qui fonctionne à la manière d'une mémoire associative adressable au moyen du nom de domaine, n'opère
15 aucun filtrage des informations qu'il restitue en réponse à une requête identifiant un nom de domaine donné, de sorte que le respect du caractère confidentiel de certaines données n'est en aucun cas garanti.

L'un des buts de l'invention est de permettre la réalisation d'un service de fourniture d'adresses de protocole qui assure un respect du caractère confidentiel que
20 pourraient revêtir certaines données mémorisées dans une base de données en correspondance avec un ou plusieurs noms de domaine associés auxdites adresses de protocole.

En effet, un système de télécommunication conforme au paragraphe introductif est caractérisé selon l'invention en ce que la base de données inclut un serveur dit de
25 référence, destiné à contenir des données associées à au moins un nom de domaine, et au moins un premier et un deuxième serveur auxiliaire destinés à contenir des données préalablement enregistrées au sein du serveur de référence et respectivement munies d'un premier et d'un deuxième degré de confidentialité, au moins l'un des premier et deuxième serveurs auxiliaires étant muni de moyens d'identification pour interdire
30 tout accès aux données qu'il contient à des terminaux ne possédant pas d'autorisation

d'accès compatible avec le degré de confidentialité attribué aux données contenues dans ce serveur auxiliaire.

L'invention permet d'exercer un contrôle sur les conditions de communication au public des informations contenues dans la base de données, en séparant les données
5 initialement contenues dans le serveur de référence en au moins deux groupes de données présentant des degrés de confidentialité différents, lesquels groupes étant respectivement destinés à être contenus dans des serveurs auxiliaires distincts et accessibles à des populations préalablement définies, qui pourront être spécifiques à chaque serveur auxiliaire et différentes d'un serveur auxiliaire à l'autre.

10 La base de données sera avantageusement munie de moyens de duplication des données contenues dans le serveur de référence vers les premier et deuxième serveurs auxiliaires en fonction des degrés de confidentialité attribués auxdites données.

La duplication vers les serveurs auxiliaires des informations contenues dans le serveur de référence permettra une consultation de ces informations au niveau des
15 serveurs auxiliaires, en autorisant la conservation d'une version de sauvegarde de ces informations au sein du serveur de référence.

Les premier et deuxième serveurs auxiliaires seront avantageusement munis de moyens d'identification pour interdire tout accès aux données contenues dans les premier et deuxième serveurs auxiliaires à des terminaux ne possédant pas
20 d'autorisations d'accès respectivement compatibles avec les premier et deuxième degrés de confidentialité.

Les moyens d'identification constituent un moyen simple de restriction d'accès aux informations contenues dans un serveur donné, puisqu'ils imposent à chaque terminal ayant requis l'accès de faire la preuve de son droit d'accès, et dispensent
25 ainsi le serveur de toute recherche d'informations supplémentaires en vue d'établir l'existence ou l'inexistence de ce droit.

D'autres moyens de restriction d'accès, tels des moyens de localisation du terminal ayant émis une requête d'accès, pourront bien sûr être utilisés pour interdire un accès à des données à des terminaux ne possédant pas d'autorisation d'accès

compatible avec le degré de confidentialité attribué auxdites données, la compatibilité étant de nature géographique dans cet autre exemple.

Le serveur de référence pourra être inaccessible, en lecture comme en écriture, à tous les terminaux extérieurs, hormis à certains équipements de contrôle appartenant à un gestionnaire du système qui doit être capable de modifier, de supprimer ou d'ajouter de manière dynamique des adresses de protocole, ainsi éventuellement que des données confidentielles liées à des noms de domaine inclus dans la base de données. Une telle inaccessibilité garantit une certaine intégrité des données contenues dans le serveur de référence, que ces données soient ou non confidentielles.

Afin de conférer à la base de données conforme à l'invention un degré de liberté supplémentaire pour son fonctionnement, on pourra cependant autoriser un accès en lecture seulement aux données contenues dans le serveur de référence. A cet effet, le serveur de référence sera muni de moyens d'identification pour interdire toute lecture des données contenues dans ledit serveur de référence depuis des terminaux ne possédant pas d'autorisation d'accès compatible avec un troisième degré de confidentialité.

Pour préserver au maximum l'intégrité des données contenues dans le serveur de référence auxquelles un accès en lecture est ainsi rendu possible, le troisième degré de confidentialité aura un effet restrictif supérieur aux effets restrictifs produits par les premier et deuxième degrés de confidentialité.

La population apte à lire directement les informations contenues dans le serveur de référence sera ainsi moins nombreuse que les populations autorisées à consulter les serveurs auxiliaires.

Dans un même souci de préservation de l'intégrité des données qu'il est destiné à contenir, le serveur de référence sera de préférence muni de moyens d'identification pour interdire toute écriture de données dans ledit serveur de référence depuis un terminal ne possédant pas d'autorisation d'accès compatible avec un degré de confidentialité supérieur ayant un effet restrictif supérieur aux effets restrictifs produits par tous les autres degrés de confidentialité attribués aux données contenues dans le serveur de référence et dans les serveurs auxiliaires.

L'invention concerne également, en tant que moyen essentiel à sa mise en œuvre, un dispositif de mémorisation d'informations incluant un serveur dit de référence, et au moins un premier et un deuxième serveur auxiliaire destinés à contenir des données préalablement enregistrées au sein du serveur de référence et respectivement munies d'un premier et d'un deuxième degré de confidentialité, au moins l'un des premier et deuxième serveurs auxiliaires étant muni de moyens d'identification pour interdire tout accès aux données qu'ils contiennent à des requérants ne possédant pas d'autorisation d'accès compatible avec le degré de confidentialité attribué aux données contenues dans ce serveur auxiliaire.

Les caractéristiques de l'invention mentionnées ci-dessus, ainsi que d'autres, apparaîtront plus clairement à la lecture de la description suivante d'un exemple de réalisation, ladite description étant faite en relation avec la Fig.1 qui est un schéma fonctionnel représentant, sous une forme simplifiée, un système de télécommunication dans lequel l'invention est mise en œuvre.

Ce système de télécommunication inclut une base de données DBS destinée à être reliée à au moins un terminal TER0, TER1 ou TER2 au moyen d'un réseau de communication, par exemple un réseau maillé de type Internet. Dans ce mode de réalisation particulier de l'invention, la base de données DBS inclut un serveur de référence REFS destiné à contenir des données associées à au moins un nom de domaine, et un premier et un deuxième serveur auxiliaire CFS et PBS destinés à contenir des données préalablement enregistrées au sein du serveur de référence et respectivement munies d'un premier et d'un deuxième degré de confidentialité.

A cet effet, chacun des premier et deuxième serveurs auxiliaires CFS et PBS est muni de moyens d'identification, respectivement IDMC et IDMP, pour interdire tout accès aux données qu'il contient à des terminaux ne possédant pas d'autorisation d'accès compatible avec le degré de confidentialité attribué aux données CONFD ou PUBD contenues dans ce serveur auxiliaire CFS ou PBS.

Les premier et deuxième degrés de confidentialité seront en principe choisis de telle sorte qu'ils définiront deux populations différentes, la population autorisée à accéder aux données confidentielles CONFD contenues dans le premier serveur

auxiliaire CFS étant de par ce choix de taille très inférieure à la population autorisée à accéder aux données publiques PUBD contenues dans le deuxième serveur auxiliaire PBS.

Dans un cas simplifié d'un tel mode de mise en œuvre de l'invention, seules les
5 données CONFD contenues dans le premier serveur auxiliaire CFS seront des données confidentielles, par opposition aux données PUBD contenues dans le deuxième serveur auxiliaire PBS qui seront des données publiques. Dans un tel cas simplifié, les moyens d'identification IDMP mentionnés ci-dessus pourront être inexistantes ou simplement aptes à contrôler un respect de conditions de forme auxquelles seraient
10 assujetties des requêtes en lecture RRq(PUBD) des données publiques PUBD contenues dans le deuxième serveur auxiliaire PBS.

Lorsqu'un terminal TER2 souhaitera consulter des données contenues dans le premier serveur auxiliaire CFS, ledit terminal enverra tout d'abord une requête RqAIP(CFS) à un serveur racine RTS aux fins de se voir communiquer l'adresse de
15 protocole AIP(CFS) de ce premier serveur auxiliaire CFS. Cette requête RqAIP(CFS) sera usuellement accompagnée d'un identifiant ID2 de ce terminal TER2. Le terminal TER2 pourra ensuite émettre à destination de cette adresse de protocole AIP(CFS) une requête de lecture RRq(CONFD) d'informations CONFD identifiées par le nom de domaine qui leur est associé et qui est connu du terminal TER2. Cette requête
20 RRq(CONFD) sera accompagnée de l'identifiant ID2 et parviendra au premier serveur auxiliaire CFS *via* les moyens d'identification IDMC dont il est muni. Si l'identifiant ID2 identifie le terminal TER2 comme appartenant à la population autorisée à accéder aux données CONFD munies du premier degré de confidentialité et considérées comme confidentielles dans cet exemple, les données CONFD requises seront
25 transmises en retour au terminal TER2. Dans le cas contraire, les moyens d'identification IDMC pourront émettre vers le terminal TER2 un avis d'irrecevabilité, ou simplement mettre fin à la connexion entre le terminal TER2 et le premier serveur auxiliaire CFS. Les requêtes et messages décrits précédemment transiteront avantageusement *via* le réseau Internet, auquel cas les adresses de
30 protocole seront des adresses IP.

Lorsque le terminal TER2 souhaitera consulter des données contenues dans le deuxième serveur auxiliaire PBS, ledit terminal enverra tout d'abord une requête RqAIP(PBS), accompagnée de l'identifiant ID2, au serveur racine RTS aux fins de se voir communiquer l'adresse de protocole AIP(PBS) de ce deuxième serveur auxiliaire PBS. Le terminal TER2 pourra ensuite émettre à destination de cette adresse de protocole AIP(PBS) une requête de lecture RRq(PUBD) d'informations PUBD identifiées par le nom de domaine qui leur est associé et qui est connu du terminal TER2. Cette requête RRq(PUBD) parviendra au deuxième serveur auxiliaire PBS *via* les moyens d'identification IDMP dont il est muni. Les données contenues dans le deuxième serveur auxiliaire PBS étant publiques dans le cas simplifié décrit ici, l'identifiant ID2 du terminal T2 n'est pas nécessaire pour obtenir un accès à ces données PUBD, qui seront automatiquement transmises en retour au terminal TER2, à moins que la requête de lecture RRq(PUBD) ne présente un vice de forme qui sera détecté par les moyens d'identification IDMP. Tout terminal formulant une requête de lecture de données PUBD contenues dans le deuxième serveur auxiliaire PBS est ainsi présumé posséder une autorisation d'accès compatible avec le degré de confidentialité très faible qui est attribué dans cet exemple auxdites données PUBD.

Chacun des premier et deuxième serveurs auxiliaires CFS et PBS pourra être construit selon une architecture maître-esclave bien connue de l'homme du métier, et inclure ainsi un ou plusieurs serveurs esclaves non-représentés ici et agencés en parallèle sous la dépendance d'un unique serveur maître qui jouira d'une compétence exclusive pour exécuter une requête en écriture dans l'un des serveurs esclaves qu'il contrôle.

Dans le mode de mise en œuvre particulier de l'invention décrit ici, la base de données DBS est munie de moyens de duplication SPLM des données CONFD, PUBD contenues dans le serveur de référence REFS vers les premier et deuxième serveurs auxiliaires CFS et PBS en fonction des degrés de confidentialité attribués auxdites données.

La duplication vers les serveurs auxiliaires CFS et PBS des données CONFD, PUBD contenues dans le serveur de référence REFS permettra une consultation de ces

données CONFD, PUBD au niveau des serveurs auxiliaires CFS et PBS, en autorisant la conservation d'une version de sauvegarde de ces données au sein du serveur de référence REFS.

Pour exécuter une telle répartition des copies des données CONFD, PUBD, les
5 moyens de duplication SPLM pourront mettre en œuvre une fonction de répartition destinée à analyser un champ de répartition associé à chaque donnée et destiné à contenir une valeur représentative du degré de confidentialité attribué à ladite donnée. Ainsi, dans le cas simplifié décrit ci-dessus où les données sont considérées soit comme publiques, soit comme confidentielles, le champ de répartition pourra par
10 exemple ne contenir qu'un seul bit égal à "0" s'il est associé à une donnée publique PUBD ou à "1" dans le cas d'une donnée confidentielle CONFD.

Dans le mode de réalisation particulier de l'invention décrit ici, un accès supplémentaire, mais uniquement en lecture, aux données contenues dans le serveur de référence REFS a été prévu afin de conférer à la base de données DBS un degré de
15 liberté supplémentaire pour son fonctionnement. A cet effet, le serveur de référence REFS est muni de moyens d'identification IDMR pour interdire toute lecture des données contenues dans ledit serveur de référence REFS depuis des terminaux ne possédant pas d'autorisation d'accès compatible avec un troisième degré de confidentialité.

Pour préserver au maximum l'intégrité des données contenues dans le serveur de
20 référence REFS auxquelles un accès en lecture est ainsi rendu possible, le troisième degré de confidentialité aura un effet restrictif supérieur aux effets restrictifs produits par les premier et deuxième degrés de confidentialité. La population apte à lire directement les informations contenues dans le serveur de référence REFS sera ainsi
25 moins nombreuse que les populations autorisées à consulter les serveurs auxiliaires CFS et PBS.

Lorsqu'un terminal TER1 souhaitera consulter des données contenues dans le serveur de référence REFS, ledit terminal TER1 enverra tout d'abord une requête de lecture RqAIP(REFS) au serveur racine RTS aux fins de se voir communiquer
30 l'adresse de protocole AIP(REFS) de ce serveur de référence REFS. Cette requête de

lecture RqAIP(REFS) sera usuellement accompagnée de l'identifiant ID1 de ce terminal TER1. Le terminal TER1 pourra ensuite émettre à destination de cette adresse de protocole AIP(REFS) une requête de lecture RRq(CONFD) d'informations CONFD identifiées par le nom de domaine qui leur est associé et qui est connu du terminal TER1. Cette requête RRq(CONFD) sera accompagnée de l'identifiant ID1 et
5 parviendra au serveur de référence REFS via des moyens d'identification IDMR dont il est muni. Si l'identifiant ID1 identifie le terminal TER1 comme appartenant à la population munie du troisième degré de confidentialité, les données CONFD requises seront transmises en retour au terminal TER1. Dans le cas contraire, les moyens
10 d'identification IDMR pourront émettre vers le terminal TER1 un avis d'irrecevabilité, ou simplement mettre fin à la connexion entre le terminal TER1 et le serveur de référence REFS.

La procédure décrite ci-dessus est également applicable à la lecture directe de données publiques contenues dans le serveur de référence REFS.

15 Dans un souci constant de préservation de l'intégrité des données qu'il est destiné à contenir, le serveur de référence REFS est ici muni de moyens d'identification IDMW pour interdire toute écriture de données dans ledit serveur de référence REFS depuis un terminal TER0 ne possédant pas d'autorisation d'accès compatible avec un degré de confidentialité ayant un effet restrictif supérieur aux
20 effets restrictifs produits par tous les autres degrés de confidentialité attribués aux données contenues dans le serveur de référence et dans les serveurs auxiliaires.

La population apte à écrire ou à modifier des données dans le serveur de référence REFS sera ainsi encore moins nombreuse que les populations exclusivement autorisées à lire directement des informations contenues dans le serveur de référence
25 REFS, et, *a fortiori*, bien moins nombreuse que les populations autorisées à consulter les serveurs auxiliaires CFS et PBS.

Lorsqu'un terminal TER0 souhaitera écrire des données dans le serveur de référence REFS ou modifier des données contenues dans le serveur de référence REFS, ledit terminal TER0 enverra tout d'abord une requête RqAIP(REFS) au serveur
30 racine RTS aux fins de se voir communiquer l'adresse de protocole AIP(REFS) de ce

serveur de référence REFS. Cette requête RqAIP(REFS) sera usuellement accompagnée de l'identifiant ID0 de ce terminal TER0. Le terminal TER0 pourra ensuite émettre à destination de cette adresse de protocole AIP(REFS) une requête d'écriture WRq(CONFD, PUBD) d'informations confidentielles ou publiques destinées à être identifiées par un nom de domaine qui leur est associé, laquelle requête d'écriture WRq(CONFD, PUBD) sera accompagnée de l'identifiant ID0 et parviendra au serveur de référence REFS *via* des moyens d'identification supplémentaires IDMW dont il est muni. Si l'identifiant ID0 identifie le terminal TER0 comme appartenant à la population très restreinte autorisée à écrire des données dans le serveur de référence REFS, les données CONFD, PUBD seront inscrites à une adresse spécifiée dans la requête d'écriture WRq(CONFD, PUBD), qui sera représentative du nom de domaine associé aux données CONFD, PUBD. Dans le cas contraire, les moyens d'identification IDMR pourront émettre vers le terminal TER0 un avis d'irrecevabilité, ou simplement mettre fin à la connexion entre le terminal TER0 et le serveur de référence REFS.

L'invention décrite ci-dessus permet donc la réalisation d'un service de fourniture d'adresses de protocole qui assure un respect du caractère confidentiel que pourraient revêtir certaines données CONFD mémorisées dans la base de données DBS en correspondance avec un ou plusieurs noms de domaine associés auxdites adresses de protocole.

REVENDICATIONS

1) Système de télécommunication incluant une base de données destinée à être reliée à au moins un terminal au moyen d'un réseau de communication, laquelle base de données incluant un serveur dit de référence, destiné à contenir des données associées à au moins un nom de domaine, et au moins un premier et un deuxième serveur auxiliaire destinés à contenir des données préalablement enregistrées au sein du serveur de référence et respectivement munies d'un premier et d'un deuxième degré de confidentialité, au moins l'un des premier et deuxième serveurs auxiliaires étant muni de moyens d'identification pour interdire tout accès aux données qu'il contient à des terminaux ne possédant pas d'autorisation d'accès compatible avec le degré de confidentialité attribué aux données contenues dans ce serveur auxiliaire.

2) Système de télécommunication selon la revendication 1, caractérisé en ce que la base de données est munie de moyens de duplication des données contenues dans le serveur de référence vers les premier et deuxième serveurs auxiliaires en fonction des degrés de confidentialité attribués auxdites données.

3) Système de télécommunication selon l'une des revendications 1 ou 2, caractérisé en ce que les premier et deuxième serveurs auxiliaires sont munis de moyens d'identification pour interdire tout accès aux données contenues dans les premier et deuxième serveurs auxiliaires à des terminaux ne possédant pas d'autorisations d'accès respectivement compatibles avec les premier et deuxième degrés de confidentialité.

4) Système de télécommunication selon l'une des revendications 1 à 3, caractérisé en ce que le serveur de référence est muni de moyens d'identification pour interdire toute lecture des données contenues dans ledit serveur de référence depuis des terminaux ne possédant pas d'autorisation d'accès compatible avec un troisième degré de confidentialité.

5) Système de télécommunication selon l'une des revendications 1 à 4, caractérisé en ce que le troisième degré de confidentialité a un effet restrictif supérieur aux effets restrictifs produits par les premier et deuxième degrés de confidentialité.

6) Système de télécommunication selon l'une des revendications 1 à 5, caractérisé en ce que le serveur de référence est muni de moyens d'identification pour interdire toute écriture de données dans ledit serveur de référence depuis un terminal ne possédant pas d'autorisation d'accès compatible avec un degré de confidentialité supérieur ayant un effet restrictif supérieur aux effets restrictifs produits par tous les autres degrés de confidentialité attribués aux données contenues dans le serveur de référence et dans les serveurs auxiliaires.

7) Dispositif de mémorisation d'informations incluant un serveur dit de référence, et au moins un premier et un deuxième serveur auxiliaire destinés à contenir des données préalablement enregistrées au sein du serveur de référence et respectivement munies d'un premier et d'un deuxième degré de confidentialité, au moins l'un des premier et deuxième serveurs auxiliaires étant muni de moyens d'identification pour interdire tout accès aux données qu'ils contiennent à des requérants ne possédant pas d'autorisation d'accès compatible avec le degré de confidentialité attribué aux données contenues dans ce serveur auxiliaire.

1/1

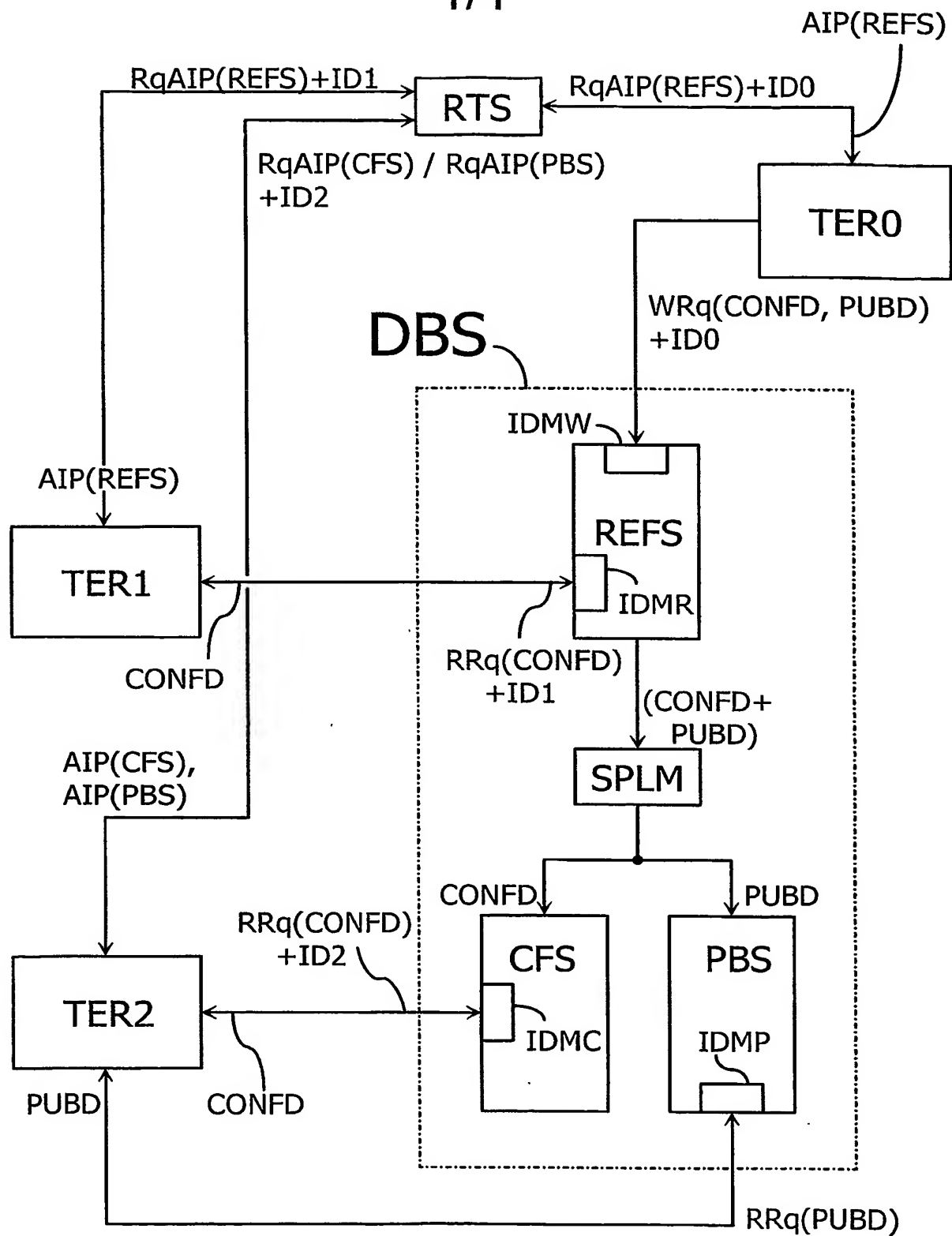


FIG.1

INTERNATIONAL SEARCH REPORT

International Application No

PCT/FR2004/002397

A. CLASSIFICATION OF SUBJECT MATTER
IPC 7 H04L29/06

According to International Patent Classification (IPC) or to both national classification and IPC

B. FIELDS SEARCHEDMinimum documentation searched (classification system followed by classification symbols)
IPC 7 H04L

Documentation searched other than minimum documentation to the extent that such documents are included in the fields searched

Electronic data base consulted during the international search (name of data base and, where practical, search terms used)

EPO-Internal, INSPEC, WPI Data, PAJ, IBM-TDB

C. DOCUMENTS CONSIDERED TO BE RELEVANT

Category *	Citation of document, with indication, where appropriate, of the relevant passages	Relevant to claim No
A	EP 0 820 176 A (AT & T CORP) 21 January 1998 (1998-01-21) column 2, line 20 - column 11, line 40 -----	1-7
A	CHAPMAN D B ET AL: "Building Internet Firewalls" BUILDING INTERNET FIREWALLS, SEBASTOPOL, CA: O'REILLY, US, 1995, pages 278-296, 351-375, XP002199932 ISBN: 1-56592-124-0 page 284 - page 296 ----- -/--	1-7

☒ Further documents are listed in the continuation of box C☒ Patent family members are listed in annex.

* Special categories of cited documents

- *A* document defining the general state of the art which is not considered to be of particular relevance
- *E* earlier document but published on or after the international filing date
- *L* document which may throw doubts on priority claim(s) or which is cited to establish the publication date of another citation or other special reason (as specified)
- *O* document referring to an oral disclosure, use, exhibition or other means
- *P* document published prior to the international filing date but later than the priority date claimed

T later document published after the international filing date or priority date and not in conflict with the application but cited to understand the principle or theory underlying the invention

X document of particular relevance, the claimed invention cannot be considered novel or cannot be considered to involve an inventive step when the document is taken alone

Y document of particular relevance, the claimed invention cannot be considered to involve an inventive step when the document is combined with one or more other such documents, such combination being obvious to a person skilled in the art.

8 document member of the same patent family

Date of the actual completion of the international search

1 March 2005

Date of mailing of the international search report

11/03/2005

Name and mailing address of the ISA

European Patent Office, P B. 5818 Patentlaan 2
NL - 2280 HV Rijswijk
Tel (+31-70) 340-2040, Tx 31 651 epo nl,
Fax (+31-70) 340-3016

Authorized officer

Raposo Pires, J

INTERNATIONAL SEARCH REPORT

International Application No

PCT/FR2004/002397

C.(Continuation) DOCUMENTS CONSIDERED TO BE RELEVANT

Category *	Citation of document, with indication, where appropriate, of the relevant passages	Relevant to claim No.
A	EASTLAKE D E: "Domain Name System Security Extensions" INTERNET - DRAFT, 'Online! April 1998 (1998-04), XP002199931 Retrieved from the Internet: URL:ftp://ftp.inet.no/pub/ietf/internet-drafts/draft-ietf-dnssec-secext2- 05.txt> 'retrieved on 2002-05-24! 1. Overview of Contents 2.4 DNS Transaction and Request Authentication 10. Security Considerations -----	1-7
A	US 2001/011354 A1 (USHIJIMA TOSHIMITSU ET AL) 2 August 2001 (2001-08-02) paragraph '0009! - paragraph '0018! paragraph '0031! - paragraph '0098! -----	1-7

INTERNATIONAL SEARCH REPORT

Information on patent family members

International Application No

PCT/FR2004/002397

Patent document cited in search report		Publication date	Patent family member(s)	Publication date
EP 0820176	A	21-01-1998	US 5805820 A	08-09-1998
			US 5958052 A	28-09-1999
			CA 2209611 A1	15-01-1998
			DE 69720351 D1	08-05-2003
			DE 69720351 T2	19-02-2004
			EP 0825748 A2	25-02-1998
			EP 0820176 A2	21-01-1998
			JP 10111848 A	28-04-1998
			CA 2209648 A1	16-01-1998
<hr/>				
US 2001011354	A1	02-08-2001	JP 2001216267 A	10-08-2001
<hr/>				

RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE

Dem... Internationale No

PCT/FR2004/002397

A. CLASSEMENT DE L'OBJET DE LA DEMANDE
CIB 7 H04L29/06

Selon la classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois selon la classification nationale et la CIB

B. DOMAINES SUR LESQUELS LA RECHERCHE A PORTE

Documentation minimale consultée (système de classification suivi des symboles de classement)

CIB 7 H04L

Documentation consultée autre que la documentation minimale dans la mesure où ces documents relèvent des domaines sur lesquels a porté la recherche

Base de données électronique consultée au cours de la recherche internationale (nom de la base de données, et si réalisable, termes de recherche utilisés)

EPO-Internal, INSPEC, WPI Data, PAJ, IBM-TDB

C. DOCUMENTS CONSIDERES COMME PERTINENTS

Catégorie *	Identification des documents cités, avec, le cas échéant, l'indication des passages pertinents	no. des revendications visées
A	EP 0 820 176 A (AT & T CORP) 21 janvier 1998 (1998-01-21) colonne 2, ligne 20 - colonne 11, ligne 40	1-7
A	CHAPMAN D B ET AL: "Building Internet Firewalls" BUILDING INTERNET FIREWALLS, SEBASTOPOL, CA: O'REILLY, US, 1995, pages 278-296, 351-375, XP002199932 ISBN: 1-56592-124-0 page 284 - page 296	1-7

☒ Voir la suite du cadre C pour la fin de la liste des documents

☒ Les documents de familles de brevets sont indiqués en annexe

* Catégories spéciales de documents cités:

- *A* document définissant l'état général de la technique, non considéré comme particulièrement pertinent
- *E* document antérieur, mais publié à la date de dépôt international ou après cette date
- *L* document pouvant jeter un doute sur une revendication de priorité ou cité pour déterminer la date de publication d'une autre citation ou pour une raison spéciale (telle qu'indiquée)
- *O* document se référant à une divulgation orale, à un usage, à une exposition ou tous autres moyens
- *P* document publié avant la date de dépôt international, mais postérieurement à la date de priorité revendiquée

- *T* document ultérieur publié après la date de dépôt international ou la date de priorité et n'appartenant pas à l'état de la technique pertinent, mais cité pour comprendre le principe ou la théorie constituant la base de l'invention
- *X* document particulièrement pertinent; l'invention revendiquée ne peut être considérée comme nouvelle ou comme impliquant une activité inventive par rapport au document considéré isolément
- *Y* document particulièrement pertinent; l'invention revendiquée ne peut être considérée comme impliquant une activité inventive lorsque le document est associé à un ou plusieurs autres documents de même nature, cette combinaison étant évidente pour une personne du métier
- *Z* document qui fait partie de la même famille de brevets

Date à laquelle la recherche internationale a été effectivement achevée

1 mars 2005

Date d'expédition du présent rapport de recherche internationale

11/03/2005

Nom et adresse postale de l'administration chargée de la recherche internationale

Office Européen des Brevets, P.B. 5818 Patentlaan 2
NL - 2280 HV Rijswijk
Tel (+31-70) 340-2040, Tx. 31 651 epo nl,
Fax (+31-70) 340-3016

Fonctionnaire autorisé

Raposo Pires, J

C.(suite) DOCUMENTS CONSIDERES COMME PERTINENTS

Catégorie	Identification des documents cités, avec, le cas échéant, l'indication des passages pertinents	no des revendications visées
A	EASTLAKE D E: "Domain Name System Security Extensions" INTERNET - DRAFT, 'Online! avril 1998 (1998-04), XP002199931 Extrait de l'Internet: URL:ftp://ftp.inet.no/pub/ietf/internet-drafts/draft-ietf-dnssec-secext2-05.txt> 'extrait le 2002-05-24! 1. Overview of Contents 2.4 DNS Transaction and Request Authentication 10. Security Considerations -----	1-7
A	US 2001/011354 A1 (USHIJIMA TOSHIMITSU ET AL) 2 août 2001 (2001-08-02) alinéa '0009! - alinéa '0018! alinéa '0031! - alinéa '0098! -----	1-7

RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE

Renseignements relatifs aux membres de familles de brevets

Demande Internationale No

PCT/FR2004/002397

Document brevet cité au rapport de recherche	Date de publication	Membre(s) de la famille de brevet(s)	Date de publication
EP 0820176 A	21-01-1998	US 5805820 A	08-09-1998
		US 5958052 A	28-09-1999
		CA 2209611 A1	15-01-1998
		DE 69720351 D1	08-05-2003
		DE 69720351 T2	19-02-2004
		EP 0825748 A2	25-02-1998
		EP 0820176 A2	21-01-1998
		JP 10111848 A	28-04-1998
		CA 2209648 A1	16-01-1998
US 2001011354 A1	02-08-2001	JP 2001216267 A	10-08-2001